

[Text]

unemployment, fewer jobs in this country, and therefore fewer people to pay for the social and health care benefits that you and I will expect when we turn 65.

I throw the challenge out that there is room for far more. Within the capacity we set levels each year. This year the 125,000 will include 20,000 in the refugee and humanitarian categories and the rest will be family, business, investor and entrepreneur and independent immigrants.

We have shown our generosity in recent years. My recollection is that in 1986 we are about 20% higher in government-sponsored refugees than we were in 1984. We are meeting our figures. There is a challenge to go even higher. As for our contributions to international humanitarian agencies, we are now providing between 3% and 4% of the budget of the United Nations High Commission for Refugees, whereas in the early 1980s it was 1%. There is a doubling of our contribution over 1982 levels. This is real growth.

Our settlement dollars have been doubled over 1982-83 levels as well. This shows a commitment to help refugees where they are. If there is a feeling we can do more for refugees here in Canada, let the community come forward, let them participate again, and let us bring in more refugees together. I think this is what we are trying to do by this whole exercise; we are trying to raise and increase the consciousness of people to the needs of refugees—real refugees. We are going to have to say no to illegal migrants and yes to real refugees.

Mr. Schellenberg: In your opinion Canadians should not view with alarm the 18,000 figure for 1985 or the 30,000 predicted for 1987.

Mr. Weiner: There is an alarm in terms of the claimants. Abuses have happened. If you look at the 18,000, and more particularly the 30,000, the information we are now receiving from the Refugee Status Advisory Committee is that only about 10% of these people are real refugees. What that says is there has been an increasing abuse of our borders, increased profiteering and trafficking in human misery.

• 1640

The resources that Canadians have put to help real refugees, the tax dollars that are hard-earned and hard

[Translation]

C'est à cause de la dénatalité, bien entendu. Avec la décroissance de la population, il y aura plus de chômage et moins d'emploi au Canada, et les gens seront donc obligés de payer plus cher les services sociaux et sanitaires que vous et moi nous attendrons à recevoir lorsque nous aurons 65 ans.

Je prétends que nous pouvons nous permettre d'en accepter beaucoup plus. Nous établissons certains niveaux chaque année. Cette année, les 125,000 personnes que nous accepterons comprendront 20,000 personnes dans les catégories des réfugiés et des personnes admises pour des raisons humanitaires, et les autres représenteront les personnes admises dans les catégories de la famille, des entrepreneurs et des investisseurs ainsi que les immigrants indépendants.

Nous faisons preuve de générosité depuis un certain temps. Si ma mémoire est bonne, en 1986, le nombre de réfugiés pris en charge par le gouvernement est plus élevé de 20 p. 100 qu'il ne l'était en 1984. Nous atteignons toujours l'objectif fixé. Nous avons la possibilité d'en admettre encore plus. Quant à notre contribution aux organismes humanitaires internationaux, notre apport financier au Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés représente maintenant entre 3 et 4 p. 100 de son budget, alors qu'il n'en représentait que 1 p. 100, au début des années 1980. Nous avons donc doublé notre apport financier par rapport à 1982. Et il s'agit là d'une augmentation réelle.

Les fonds consacrés au rétablissement ont également été doublés par rapport à 1982-1983. Cela démontre bien que nous avons la volonté d'aider les réfugiés là où ils sont. Si les gens estiment qu'il y a lieu d'aider davantage les réfugiés déjà au Canada, eh bien, qu'ils se portent volontaires pour nous aider à faire admettre davantage de réfugiés. Je crois, d'ailleurs, que c'est justement notre objectif en présentant ce projet de loi; c'est-à-dire que nous essayons de rendre les gens plus sensibles aux besoins des réfugiés, des vrais réfugiés, j'entends. Nous nous devons de dire non aux immigrants illégaux, et oui aux véritables réfugiés.

M. Schellenberg: Selon vous, les Canadiens ne devraient donc pas être inquiets devant ce chiffre de 18,000 pour 1985 ou 30,000 pour 1987.

M. Weiner: Ils auraient raison d'être inquiets à l'égard du nombre de personnes qui revendiquent le statut de réfugié. Et il y a eu des abus. Si l'on prend le chiffre de 18,000, et plus particulièrement celui de 30,000, selon les informations qui nous sont transmises par le Comité consultatif sur le statut de réfugié, seuls 10 p. 100 de ces personnes sont de véritables réfugiés. Cela signifie que de plus en plus de gens franchissent nos frontières sans y être dûment autorisés; c'est également que les exactions se sont multipliées et qu'un nombre de plus en plus grand de malheureux se font rançonner.

Les ressources financières que le Canada consacre aux vrais réfugiés, ces dollars durement acquis par les